

Le Canada adopte à son tour le programme de censure autoritariste



[Source : Mondialisation.ca]

Par Kurt Nimmo

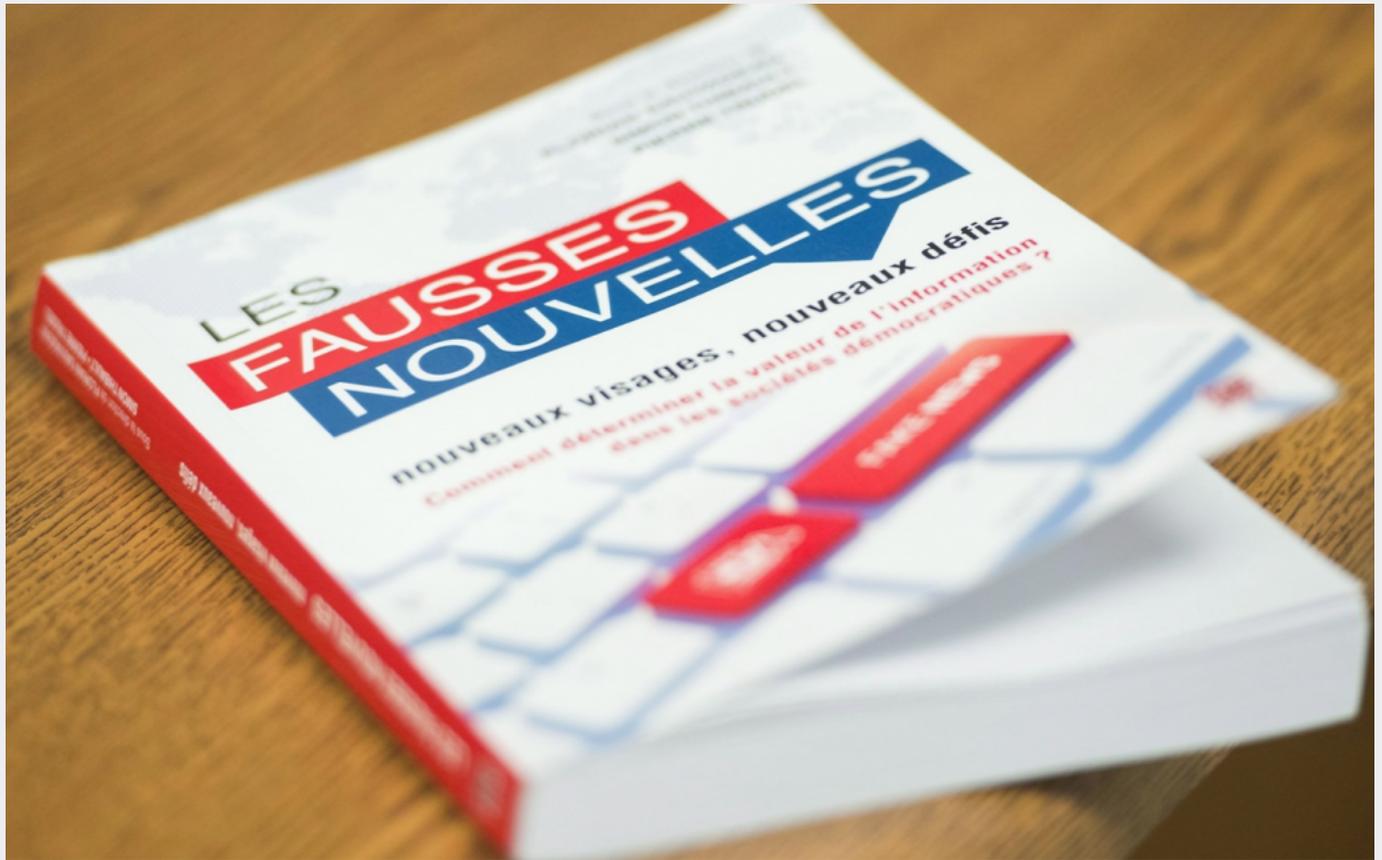
Voici comment le Canada répondra au journalisme citoyen et à la démystification de la trame narrative : en forçant les contribuables à subventionner l'escroquerie des médias institutionnels.

« Les organismes fédéraux publieront une liste des journaux et des sites Web jugés fiables dans le cadre d'un programme de subventions de plusieurs millions de dollars. Le ministère des Finances en a fait l'annonce hier au Comité sénatorial des finances nationales ». C'est ce que rapporte un site Web d'Ottawa, le Blacklock's Reporter.

Le projet de loi C-97, Loi d'exécution du budget, propose un crédit d'impôt de 15 %, jusqu'à concurrence de 75 \$, aux abonnés de sites Web exploités par « une organisation journalistique canadienne qualifiée ». Les critères s'y rapportant ne sont pas connus. Le crédit d'impôt devrait coûter 11 millions de dollars en 2020. Il prendra fin en 2024.

Le projet de loi modifie aussi la Loi de l'impôt sur le revenu afin de pouvoir offrir de lucratives subventions sur les salaires aux organes de presse qui « se consacrent principalement à la production de contenu de nouvelles écrites originales ». Un total de 360 millions de dollars devrait être versé sur une période de quatre ans au moyen d'un crédit d'impôt équivalant à 25 % des dépenses salariales des éditeurs, soit l'équivalent d'un montant maximal de 13 750 \$ par employé de la salle de presse, avec effet rétroactif jusqu'au 1^{er} janvier 2019.

Les Canadiens seront non seulement obligés de payer les salaires des sténographes qualifiés de journalistes par le gouvernement, mais ce dernier veut s'assurer que le citoyen moyen se garde de consulter de « fausses informations » sur les médias sociaux.



Source :

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1136659/societe-medias-journalisme-fausses-nouvelles>

Tiré de Global News :

Le premier ministre Justin Trudeau a affirmé que les plateformes numériques « ne respectent pas leurs responsabilités envers leurs usagers », lorsqu'il a pris la parole jeudi à l'occasion de la conférence Viva Technology à Paris.

Il a dit que son gouvernement tiendrait les entreprises responsables de la désinformation, et qu'elles devaient apporter des améliorations majeures à leurs moyens de régler la question, sans quoi elles s'exposent à des « conséquences financières significatives... »

À propos des prochaines élections fédérales au Canada, il a dit que le gouvernement prenait des mesures pour éliminer les infaux et qu'un nouveau groupe de travail a été mis sur pied pour déceler les menaces qui planent sur ces élections et empêcher toute interférence étrangère.

Le parlement de Singapour a approuvé la loi sur la protection contre les faussetés et la manipulation en ligne le 8 mai 2019.

Tiré du Activist Post :

En vertu de la loi, un ministre du gouvernement peut exiger des administrateurs de sites Web, des fournisseurs de services Internet et même des groupes de discussion privés de corriger ou de retirer immédiatement les « infaux » de leurs domaines. Mais la définition de ce qui est considéré comme faux ou trompeur est remarquablement vague.

L'appel de Christchurch » contribue à favoriser une campagne visant à nettoyer Internet de tout contenu que le gouvernement qualifie de dangereux.

L'Appel de Christchurch est un engagement pris par les gouvernements et les sociétés technologiques afin d'éliminer les contenus en ligne terroristes et extrémistes violents. Il repose sur la conviction qu'un Internet libre, ouvert et sécurisé offre des avantages extraordinaires à la société. Le respect de la liberté d'expression est fondamental. Cependant, personne n'a le droit de créer et de partager du contenu terroriste et extrémiste violent en ligne.

La définition de terroriste et d'extrémiste violent est évidemment remarquablement vague, ce qui permet à l'État d'y inclure toute personne ou tout groupe qu'il cherche à discréditer et à cibler pour l'éliminer.

« Le terme extrémiste décrit une personne qui adhère à une idéologie perçue comme très éloignée des attitudes jugées acceptables par la société en général. Les extrémistes ne sont pas tous des terroristes. Certains ont des croyances extrémistes, mais n'ont pas recours à la violence pour les faire valoir. Certains extrémistes maintiennent des versions extrêmes de points de vue qui peuvent être considérés comme normaux », explique la ligue anti-diffamation.

Autrement dit, si vous déviez de la trame narrative défendue par l'État, vous serez « perçu comme très éloigné des attitudes jugées acceptables par la société en général » ou, comme en France, en Allemagne et, dorénavant, en Nouvelle-Zélande et au Canada, vous serez condamné à une amende et peut-être aussi à une peine d'emprisonnement pour avoir commis le crime d'avoir tenu un discours non approuvé, donc extrémiste et dangereux.

Les médias institutionnels ont assez bien réussi à confondre le populisme et le nationalisme avec la suprématie blanche. Ils sont également parvenus à dépeindre les militants antiguerre de la gauche et de la droite comme des partisans du terrorisme et des outils de propagande volontaires ou non de Bachar al-Assad en Syrie, des mollahs en Iran et de Vladimir Poutine en Russie, qui cherchent à nuire à la démocratie.

Le cancer de la censure autoritariste prend de l'ampleur après chaque attaque terroriste douteuse. La terreur islamiste fait maintenant concurrence au nationalisme blanc pour faire la manchette.

Toute critique de l'élite financière et de son système de Ponzi financier est qualifiée d'antisémitisme et devient ainsi un discours de haine qui doit être censuré et éventuellement puni.

Kurt Nimmo

[Source originale anglaise : Another Day in the Empire]